

Art. 8. De Waalse Regering bepaalt de vormelijke en inhoudelijke regels die moeten worden nageleefd bij de opstelling van de verslagen bedoeld in artikel 5, de minimale graad van aansprakelijkheid van de leden van de interdepartementale coördinatiegroep bedoeld in artikel 6, alsook de regels in verband met de oprichting en de werking ervan.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking de dag na de volledige hernieuwing van het Waals Parlement volgend op de aanneming van dit decreet.

Art. 10. Het decreet van 28 november 2002 houdende de opvolging van de resoluties van de Vrouwencoördinatie van de Verenigde Naties die in Peking heeft plaatsgehad, wordt opgeheven de dag na de volledige hernieuwing van het Waals Parlement volgend op de aanneming van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement 183 (2009-2010) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 11 april 2014.

Besprekung.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203531]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.64 à D.67;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, l'article 43;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis n° 2014/000621 de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 6 mars 2014;

Vu l'avis 55.883/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 7 avril 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « conseil » : le Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation institué par l'article D.64 du Code wallon de l'Agriculture;

2^o « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

3^o « Code » : Code wallon de l'Agriculture.

Art. 2. Les membres effectifs et suppléants du conseil sont nommés par le Gouvernement le 1^{er} janvier de l'année qui suit le début de la législature.

Art. 3. Les associations agricoles wallonnes proposent au Gouvernement des candidats effectifs et suppléants en fonction du nombre de sièges visés à l'article D.66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code si elles sont agréées en vertu de l'article D.68 du Code.

Pour répartir les sièges entre les associations agricoles wallonnes agréées, l'administration prend en compte le nombre de leurs affiliés.

L'administration répartit les sièges à conférer entre les différentes associations agricoles agréées proportionnellement à leur importance numérique en attribuant les sièges successifs aux quotients les plus élevés obtenus par division du nombre des membres de chaque organisation agricole agréée par 1, 2, 3, 4, etc., jusqu'à épuisement du nombre de mandats.

La candidature du membre germanophone visé à l'article D.66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code, est proposée par l'association professionnelle germanophone majoritaire au sein des communes pour lesquelles la Communauté germanophone est compétente conformément à la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

Art. 4. Les associations professionnelles du secteur agroalimentaire et de la distribution, des consommateurs et de protection de l'environnement proposent des candidats effectifs et suppléants en fonction du nombre de sièges visé à l'article D.66, § 1^{er}, du Code.

Art. 5. Parmi les candidats proposés respectivement par les associations du secteur agroalimentaire et de la distribution visés à l'article D.66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code, un membre au moins représente :

1^o les opérateurs des circuits d'approvisionnement courts;

2^o les commerçants indépendants.

Art. 6. La candidature des membres du monde scientifique et de la recherche visés à l'article D.66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, du Code, est proposée par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, en abrégé l'« ARES ».

Art. 7. A chaque renouvellement complet des membres du conseil, l'administration se charge de faire un appel à candidatures. Il précise notamment les mandats à conférer, les délais impartis pour le dépôt des candidatures et l'adresse à laquelle transmettre la candidature.

Toute association répondant aux conditions visées aux articles 3 à 5 peut présenter un dossier de candidature. Les candidatures individuelles ne sont pas admises.

Art. 8. Le président et le vice-président sont nommés par le Gouvernement parmi les membres effectifs ou suppléants en fonction, sur proposition du Ministre.

Art. 9. Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut désigner un nouveau président ou un nouveau vice-président parmi les membres effectifs ou suppléants en fonction, en cours de mandat, si les postes sont déclarés vacants par le conseil.

Le Gouvernement peut nommer de nouveaux membres en cours de mandat, après que les postes ont été déclarés vacants par le conseil.

En cas de perte de représentativité d'un membre, celui-ci perd sa fonction au sein du conseil.

L'association qu'il représente en informe le Conseil qui déclare le poste vacant ainsi que le Ministre. Sur proposition du Ministre, le Gouvernement peut procéder au remplacement du membre.

Art. 10. Le conseil peut constituer en son sein des commissions pour l'étude de matières spécifiques ou des groupes de travail pour préparer les remises d'avis.

Art. 11. Pour le conseil, les articles 1^{er} et 2 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative entrent en vigueur à la même date que le présent arrêté.

Art. 12. Par dérogation à l'article 2, le premier mandat débute à l'expiration d'un délai de trois mois prenant cours le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* et se termine le 31 décembre de l'année de fin de législature en cours lors de la mise en place du conseil.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203531]

8. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation" (Wallonischer Hoher Rat für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 20;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.64 bis D.67;

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, insbesondere des Artikels 43;

Aufgrund des am 27. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. März 2014 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 6. März 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 2014/000621 der autonomen Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund des am 24. April 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.883/4 des Staatsrats;

In Erwägung des am 7. April 2014 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Rat": der durch Artikel D.64 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eingerichtete "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation" (Wallonischer Hoher Rat für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft);

2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

3° "Gesetzbuch": das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft.

Art. 2 - Die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder werden von der Regierung am 1. Januar des auf den Beginn der Legislaturperiode folgenden Jahres ernannt.

Art. 3 - Soweit sie kraft Artikel D.68 des Gesetzbuches zugelassen sind, schlagen die wallonischen Bauernverbände ordentliche und stellvertretende Bewerber im Verhältnis zur Anzahl der Sitze gemäß Artikel D.66 § 1 Absatz 1 des Gesetzbuches der Regierung vor.

Zur Aufteilung der Sitze unter den zugelassenen wallonischen Bauernverbänden hat die Verwaltung die jeweilige Anzahl ihrer Mitglieder zu berücksichtigen.

Die Verwaltung verteilt die zu vergebenden Sitze unter die verschiedenen zugelassenen Bauernverbände je nach deren zahlenmäßiger Größe, indem sie die aufeinanderfolgenden Sitze den höchsten Quotienten zuweist, die sich aus der Division der Mitgliederzahl jedes zugelassenen Bauernverbands durch 1, 2, 3, 4 usw. ergeben, bis kein Mandat mehr übrig bleibt.

Die sich um eine Mitgliedschaft bewerbende deutschsprachige Person gemäß Artikel D. 66 § 1 Absatz 1 Ziffer 1° des Gesetzbuches wird von der deutschsprachigen Berufsvereinigung vorgeschlagen, die in den Gemeinden, für die die Deutschsprachige Gemeinschaft nach dem Gesetz vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft zuständig ist, mehrheitlich vertreten ist.

Art. 4 - Die Berufsvereinigungen des Sektors der Land- und Ernährungswirtschaft und des Vertriebs sowie die Verbraucher- und Umweltschutzvereinigungen schlagen ordentliche und stellvertretende Bewerber im Verhältnis zur Anzahl der Sitze gemäß Artikel D.66 § 1 Absatz 1 des Gesetzbuches vor.

Art. 5 - Unter den Bewerbern, die von den Vereinigungen des Land- und Ernährungswirtschafts- bzw. des Verteilungssektors gemäß Artikel D.66 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° des Gesetzbuches vorgeschlagen werden, vertritt jeweils mindestens ein Mitglied

1° die Wirtschaftbeteiligten in den kurzen Versorgungswegen, bzw.

2° die unabhängigen Geschäftspersonen.

Art. 6 - Die sich bewerbenden Mitglieder des Wissenschafts- und Forschungsbereichs gemäß Artikel D.66 § 1 Absatz 1 Ziffer 5° des Gesetzbuches werden von der Akademie für Forschung und Hochschulwesen ("Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur", abgekürzt "ARES") vorgeschlagen.

Art. 7 - Bei jeder vollständigen Neubesetzung des Rats führt die Verwaltung einen Bewerberaufruf durch. Darin werden u.a. die zu vergebenden Mandate, die zur Einreichung der Bewerbungen eingeräumten Fristen und die Anschrift angegeben, an die die Bewerbungen zu richten sind.

Jede den Bedingungen in Art. 3 bis 5 genügende Vereinigung ist berechtigt, Bewerbungsunterlagen einzureichen. Individuelle Bewerbungen werden nicht berücksichtigt.

Art. 8 - Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden von der Regierung auf Vorschlag des Ministers unter den amtierenden ordentlichen oder stellvertretenden Mitgliedern ernannt.

Art. 9 - Falls der Rat die Ämter für frei erklärt, kann die Regierung auf Vorschlag des Ministers im Laufe der Mandatszeit einen neuen Vorsitzenden bzw. stellvertretenden Vorsitzenden unter den amtierenden ordentlichen oder stellvertretenden Mitgliedern ernennen.

Die Regierung kann im Laufe der Mandatszeit neue Mitglieder ernennen, nachdem der Rat die Ämter für offen erklärt hat.

Verliert ein Mitglied seine Repräsentativität, so verliert es auch sein Amt innerhalb des Rats.

Die von ihm vertretene Vereinigung setzt den Rat, der das Amt anschließend für frei erklärt, und den Minister davon in Kenntnis. Auf Vorschlag des Ministers kann die Regierung die Ersetzung des Mitglieds vornehmen.

Art. 10 - Der Rat kann aus seiner Mitte Kommissionen für die Untersuchung spezifischer Fragen oder Arbeitsgruppen für die Vorbereitung der Abgabe von Gutachten bilden.

Art. 11 - Für den Rat treten Artikel 1 und 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion am gleichen Datum in Kraft wie der vorliegende Erlass.

Art. 12 - In Abweichung von Artikel 2 beginnt die erste Mandatszeit nach Ablauf einer Frist von drei Monaten ab dem Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* und endet am 31. Dezember des Jahres, in dem die zum Zeitpunkt der Zusammenstellung des Rats laufende Legislaturperiode endet.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Anwendung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSSTEN

[2014/203531]

8 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de samenstelling en de werking van de « Conseil supérieur wallon de l’Agriculture, de l’Agroalimentaire et de l’Alimentation (Waalse Hoge raad voor de Landbouw, de Agrovoeding en de Voeding) »

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.64 tot D.67;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, artikel 43;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 2014/000621 van de Autonome adviesel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 6 maart 2014;

Gelet op het advies 55.883/4 van de Raad van State, gegeven op 24 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^e, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 7 oktober 2014;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o « Raad » : de « Conseil supérieur wallon de l’Agriculture, de l’Agroalimentaire et de l’Alimentation » ingesteld bij artikel D.64 van het Waalse Landbouwwetboek;

2^o « Minister » : de Minister die voor het landbouwbeleid bevoegd is;

3^o « Wetboek » : het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 2. De gewone en plaatsvervangende leden van de Raad worden door de Regering aangewezen op 1 januari van het jaar na het begin van de legislatuur.

Art. 3. De Waalse landbouwverenigingen dragen gewone en plaatsvervangende leden aan de Regering voor naar gelang van het aantal zetels bedoeld in artikel D.66, § 1, eerste lid, 1^o, van het Wetboek indien ze krachtens artikel D.68 van het Wetboek erkend zijn.

Om de zetels onder de erkende Waalse landbouwverenigingen te verdelen, neemt de administratie het aantal van hun aangeslotenen in overweging.

De administratie verdeelt de toe te kennen zetels onder de verschillende erkende landbouwverenigingen naar verhouding van hun numerieke belang door de achtereenvolgende zetels toe te kennen aan de hoogste quotiënten verkregen na deling van het aantal leden van elke erkende landbouworganisatie door 1, 2, 3, 4, enz., tot het aantal mandaten opgebruikt is.

De kandidatuur van het Duitstalige lid bedoeld in artikel D.66, § 1, eerste lid, 1^o, van het Wetboek, wordt voorgedragen door de Duitstalige beroepsvereniging die in de meerderheid is binnen de gemeenten waarvoor de Duitse Gemeenschap bevoegd is overeenkomstig de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 4. De beroepsverenigingen van de sector van de agrovoeding en de distributie, van de consumenten en de milieubescherming dragen gewone en plaatsvervangende leden voor naar gelang van het aantal zetels bedoeld in artikel D.66, § 1, van het Wetboek.

Art. 5. Onder de kandidaten voorgedragen door de verenigingen van de sector agrovoeding en distributie bedoeld in artikel D.66, § 1, eerste lid, 2^o, van het Wetboek, vertegenwoordigt minstens één lid :

1^o de operatoren van de korte bevoorradingscircuits;

2^o de zelfstandige middenstanders.

Art. 6. De kandidatuur van de leden van de wetenschaps- en onderzoeksringen bedoeld in artikel D.66, § 1, eerste lid, 5^o, van het Wetboek wordt voorgedragen door de « Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur », afgekort « ARES ».

Art. 7. Bij elke volledige hernieuwing van de leden van de Raad doet de administratie een oproep tot kandidaturen. Hij bepaalt o.a. de toe te kennen mandaten, de termijnen toegestaan voor de indiening van de kandidaturen en het adres waaraan ze gericht moeten worden.

Elke vereniging die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 3 tot 5 kan een kandidatuurdossier voorleggen. Individuele kandidaturen worden niet aangenomen.

Art. 8. De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering op de voordracht van de Minister benoemd onder de gewone of plaatsvervangende leden die in functie zijn.

Art. 9. Op de voordracht van de Minister kan de Regering in de loop van een mandaat een nieuwe voorzitter of ondervoorzitter aanwijzen onder de gewone of plaatsvervangende leden die in functie zijn, indien de posten vacant verklaard zijn door de Raad.

De Regering kan in de loop van een mandaat nieuwe leden aanwijzen nadat de Raad de posten vacant verklaard heeft.

Een lid dat zijn representatief karakter verliest, verliest ook zijn functie binnen de Raad.

De vereniging die het vertegenwoordigt verwittigt de Raad, die de post vacant verklaart, alsook de Minister. Op de voordracht van de Minister kan de Regering overgaan tot de vervanging van het lid.

Art. 10. De Raad kan in zijn midden commissies oprichten voor het onderzoek van specifieke aangelegenheden of werkgroepen om het uitbrengen van adviezen voor te bereiden.

Art. 11. Wat de Raad betreft, treden de artikelen 1 en 2 van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie in werking op dezelfde datum als dit besluit.

Art. 12. In afwijkung van artikel 2 begint het eerste mandaat na afloop van een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, en eindigt het bij de oprichting van de Raad op 31 december van het jaar waarin de lopende legislatuur eindigt.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27155]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon chargeant la SPAQuE de procéder à des mesures de réhabilitation sur le site « JACBOIS » à Seraing

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et notamment ses articles 39 et 43;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 dans laquelle il définit les missions spécifiques de la SPAQuE;

Vu le contrat de gestion signé entre le Gouvernement wallon et la SPAQuE en date du 13 juillet 2007, prorogé en date du 4 octobre 2012;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 24 juillet 2008 d'approuver le portefeuille FEDER « Requalification urbaine de la vallée sérésienne » dans le cadre de la mesure 3.1 du Programme opérationnel FEDER Compétitivité (2007-2013), modifié en date du 2 septembre 2010 et du 12 juillet 2012;

Vu les différents projets de ce portefeuille dont le chantier de création d'un boulevard urbain traversant l'agglomération de part en part;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 confiant une mission déléguée à la SA SOWAFINAL en vue d'attribuer un montant de 3.025.000 euros à la SPAQuE pour l'assainissement du site « Jacbois »;

Vu les différentes études menées par la SPAQuE sur le site « JACBOIS »;

Considérant que ces études ont mis en évidence des contaminations en métaux lourds, en benzène, en HAP et en cyanures; Qu'une des parcelles investiguées a en outre clairement servi de dépôt de matériaux amiantés;

Considérant que ces contaminations et la présence de déchets ont un impact sur la qualité des sols;

Considérant que le site présente par conséquent un caractère gravement pollué, constituant un risque pour l'environnement et/ou la santé humaine et imposant d'intervenir prioritairement;

Considérant que le principe général de précaution impose d'intervenir dans les meilleurs délais afin d'éviter que ne perdurent les risques pour l'environnement et/ou la santé humaine;

Considérant que l'article 43, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets impose au Gouvernement wallon, lorsque la présence de déchets risque de constituer une menace grave pour l'homme ou pour l'environnement, de prendre toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier;

Considérant que dès lors, conformément à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le Gouvernement wallon entend charger la SPAQuE de procéder dans les meilleurs délais à la réhabilitation du site;

Considérant la Déclaration de politique régionale et notamment son chapitre préserver les sols et amplifier la réhabilitation et la reconversion des sols pollués,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon charge la SPAQuE de procéder à la réalisation des mesures de réhabilitation sur le site « JACBOIS » sur la ville de Seraing, soit sur les parcelles reprises à l'intérieur du liseré rouge sur le plan de réhabilitation annexé au présent arrêté.

Art. 2. Les travaux ont pour objet toutes les mesures de réhabilitation nécessaires en ce compris le réaménagement final du site. Les travaux seront exécutés en plusieurs phases successives suivant la nécessité de les réaliser ou non en fonction de l'amélioration environnementale du site. Ces travaux pourront notamment et non exclusivement comprendre :

1° l'installation de chantier en ce compris, si nécessaire l'enlèvement des clôtures existantes;

2° le bornage du site avec les propriétés voisines;

3° le déboisement;

4° le forage de puits de contrôle permettant de suivre l'évolution de l'impact environnemental du site consécutive aux travaux d'assainissement;

5° l'aménagement d'un réseau de collecte des eaux de ruissellement ainsi que de tout ouvrage s'y rapportant;

6° l'installation d'un système de pompage des eaux souterraines et leur traitement dans une station d'épuration à construire ou existante soit sur le site soit sur un site dont la réhabilitation a été confiée à la SPAQuE par arrêté du Gouvernement wallon;

7° la collecte des gaz et leur gestion via une unité de traitement par incinération et/ou valorisation;

8° la mise en place de toute autre installation utile à l'assainissement du site;